

Point de vue 2.M. Driss KHROUZ.

La formalisation de l'informel, un mythe de Sisyphe ?

La question est récurrente dans toutes les économies en développement : comment inclure l'informel dans l'économie formelle structurée, réglementée et contrôlable ?

La question est lancinante et les problèmes quasiment insolubles. Plusieurs paramètres et une multitude de variables sont en cause, tant les acteurs sont insaisissables et fuyants.

De quoi parle-t-on d'abord ?

L'informel est une approche sémantique de tout ce qui n'est pas formel. C'est une définition négative, on essaie de le cerner à travers ce qu'il n'est pas ; autrement dit, définissons ce qu'il n'est pas et nous comprendrons ce qu'il est. Cette démarche comporte un biais immense en plus de son flottement ; un sable mouvant épistémologique qui remplit les rapports et les comptes bancaires des experts, des conseillers et des bureaux d'études.

Le biais se situe dans la nature du marché, des acteurs politiques, des structures économiques et de l'Etat.

Le concept est vagabond, il n'est ni un secteur, ni une branche, ni une économie. Il est empiriquement une mosaïque d'activités plus ou moins stables, plus ou moins localisées, plus ou moins visibles, plus ou moins licites et en marge des ondes réglementaires.

Il y a l'informel des pauvres, des précaires, des occasionnels et il y a l'informel riche, rentable, comptablement assis, avec des réseaux, des moyens sophistiqués, et à rayonnements qui dépassent le local et l'enclavé pour se mouvoir dans les méandres nationales et internationales des planques et cités « off-shore ».

Il est donc illusoire de mettre tout l'informel dans une même catégorie économique, sociale et politique comme s'il était une catégorie homogène !

Les acteurs, les ressources et les déploiements des petites activités de survie, quel que soit leur nature et leur nuisance, n'ont rien de commun et de comparable avec la contrebande, les faussaires, les trafics des drogues et autres truands en marge des lois et des règlements.

Cette deuxième catégorie s'appelle l'économie criminelle. Elle est hors les lois, elle est puissante et présente des dangers pour la santé, la sécurité des citoyens et la stabilité des pays. Une erreur grossière que de l'intégrer dans le « secteur informel » ; il n'y a pas plus formel qu'elle ! une gangrène civile et sociale ; économiquement, elle peut même ne pas être condamnable, elle crée des richesses, des emplois, distribue des revenus et s'appuie souvent sur des électeurs et des élus.

L'informel n'est pas toujours synonyme de pauvreté, de précarité, ni de clandestinité.

Quant aux activités informelles de survie, elles sont un dilemme. Elles procurent des emplois, génèrent des revenus, contribuent à la stabilité sociale et réduisent les déséquilibres sociaux et territoriaux. En même temps, elles exercent des concurrences déloyales sur les activités structurées, déclarées et contrôlées, elles échappent aux fiscalités, tirent vers le bas les revenus, se déploient dans la précarité pour les employés, sans couverture sociale, médicale et de retraite et favorisent souvent des emplois saisonniers, occasionnels, sans exigences de qualifications et de formations.

Pourtant, à regarder de près, ce tableau n'est pas tout à fait exact. Des ateliers, des fabriques d'artisanats, de sous-traitance, d'électronique et de numérique sont productifs, rentables et requièrent des qualifications pointues et de niveau convenable. Des pans de l'informel sont liés aux entreprises structurées, les deux bouts de la filière peuvent être la propriété des mêmes familles.

Les vases sont communicants et les frontières ne sont pas entièrement étanches.

Au Maroc, on estime que les activités informelles représentent 30% du PIB et contribuent à l'emploi de 60 à 80% de la population active. C'est considérable quand on voit qu'en 2023 la population active occupée est de 12 millions de personnes, que le taux d'activité est de 44,2% et le nombre de chômeurs est de 1,5 million de personnes dont la part des jeunes de 15 à 24 ans est de 33,6%.

L'illusion que peuvent créer les chiffres de l'emploi serait de faire croire que seul le chômage, notamment des jeunes est la source principale de la croissance de l'informel.

En fait, ce sont les conditions de vie, de logement, de travail, la faiblesse des revenus, les inégalités sociales et territoriales, l'arrogance des richesses, la

précarité et le mal être, y compris dans les emplois formels, qui poussent une grande partie des jeunes à aller vers l'informel ou vers sa version brutale l'émigration surtout clandestine.

Seules des restructurations profondes de l'économie du travail à travers le redéploiement des politiques publiques et de l'entreprise pour le bien-être de la majorité de la population peut réduire les activités informelles.

Le rôle d'un Etat stratège est de maîtriser le cadre institutionnel de l'économie, de réguler et corriger le marché, de développer les politiques sociales et ne pas faire de l'assistanat un levier public en guise de politique sociale.

Rabat le 15 Aout 2023.